



LA MINISTRE DE LA SANTÉ QUITTE LE NAVIRE MAIS LE NOUVEAU CAPITAINE PORTE LA MÊME POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

Après plusieurs mois de mobilisation, la ministre A. Buzyn a réussi à amplifier la colère de l'ensemble des professionnels de santé, des patients et des usagers.

Démission successive de nombreux chefs de service de leur responsabilité administrative, ras-le-bol des professionnels de toutes les catégories qui ne cessent d'alerter et de dénoncer le manque de moyens à l'hôpital et les risques que cela entraîne sur la bonne santé des personnels comme sur l'accès aux soins, mettant en danger les patients.

Une ministre tous les jours présente sur les chaînes télévisées, pour faire un bilan quotidien sur le coronavirus, mais qui ne s'est même pas déplacée à l'hôpital de Thouars pour donner suite au drame qui a coûté la vie à une infirmière dans l'exercice de ses fonctions. Peu importe que la sécurité sanitaire et l'indépendance thérapeutique du pays soient en danger.

Des annonces sur le dossier de l'autonomie et du grand âge qui ne restent que des annonces, une réforme des retraites contestée, 38% de la population qui a dû renoncer aux soins de première nécessité. Bref, Agnès Buzin laisse en plan tout un programme pour d'autres ambitions parisiennes, les siennes et celles de sa majorité.

Des dossiers que connaît bien son remplaçant, le nouveau ministre Olivier Véran qui ne manquera pas de s'inscrire dans la continuité. Il saura garder le cap des politiques d'austérité du gouvernement. **Il s'est d'ailleurs déjà distingué en 2018, en proposant la suppression de la mention de la Sécurité Sociale dans la Constitution.** Seule une réaction unanime des organisations syndicales, a permis de le faire reculer. Comme il n'a pas de honte, il a osé rendre hommage aux «pères fondateurs de la Sécurité sociale » lors de son premier discours en tant que ministre.

Il récidive en 2019 en acceptant la non compensation des exonérations des cotisations sociales décidées par le président de la République suite à la crise des gilets jaunes, privant ainsi, pour la première fois, la sécurité sociale d'environ 3,5 milliards d'euros. Privant ainsi la Sécurité Sociale de ressources nécessaires au financement de notre système de santé et de nos hôpitaux en particulier qui croulent de partout sous le manque de moyens matériels et humains.

Ne nous y trompons pas, tout comme le retrait d'une réforme des retraites rompant avec les principes de solidarité interprofessionnelle et intergénérationnelle, la défense de notre Sécurité Sociale est un enjeu majeur. Les caractéristiques de notre système de santé en dépendent.

Le Codef appelle chacun-e à se mobiliser pour sauvegarder un des plus grands acquis sociaux du 20ème siècle : la Sécurité Sociale.

20 Février 2020